

# **SUJET CONCOURS SAENES CLASSE SUPERIEURE (INTERNE) 2022**

## **CAS PRATIQUE**

### **L'ECOLE INCLUSIVE : CREATION D'UN GRAND SERVICE PUBLIC**

#### **PROPOSITION DE CORRIGE :**

#### **1. Les principes de l'école de la république pour tous (documents 1 et 2)**

Le cadre réglementaire est posé dans le code de l'éducation (L.111-1 Code Education) : le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves et des étudiants. Il reconnaît que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser. Il veille à la scolarisation inclusive de tous les enfants, sans aucune distinction. Le droit à l'éducation pour tous les enfants, qu'ils soient ou non en situation de handicap, est un droit fondamental. Tout enfant, tout adolescent présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'établissement scolaire le plus proche de son domicile.

L'école de la république pour tous, dont les dispositions entrent en vigueur à compter de la rentrée scolaire 2019, doit permettre de contribuer à l'égalité des chances et à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire.

Les objectifs garantis par l'école de la République sont multiples :

- Renforcer l'encadrement des élèves dans les zones défavorisées et rurales.
- Permettre aux élèves en difficulté et bénéficier de soutien individualisé.
- Pour tous les élèves, apprentissage et maîtrise de la langue française.
- Pour tous les élèves, l'acquisition d'une culture générale et d'une qualification reconnue.

Dans ce cadre, l'élève en situation de handicap est un élève comme les autres qui participe aux sorties et voyages scolaires et aux activités périscolaires. Avec les aménagements et adaptations nécessaires, il doit avoir accès aux mêmes savoirs être soumis aux mêmes exigences.

#### **2. Les différents dispositifs proposés aux familles : (document 2)**

Des dispositifs de droit commun permettent de répondre aux besoins particuliers des élèves sans recourir à la maison départementale des personnes handicapées :

- Le PPRE (programme personnalisé de réussite scolaire est un plan coordonné d'action allant de l'accompagnement pédagogique différencié aux aides spécialisées et complémentaires dont l'élaboration est réalisée par l'équipe pédagogique, discuté avec les parents et présenté à l'élève.
- Le PAI (projet d'accueil individualisé) précise les adaptations nécessaires en cas de traitement ou protocoles médicaux. Il est rédigé par le médecin de l'Education nationale et veille au respect du secret médical.

Outre ces dispositifs de droit commun, la mise en place d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS), nécessite pour les familles de recourir à la maison départementale des personnes

handicapées (MDPH). Dans le cas d'une première demande, l'équipe éducative renseigne, à la demande de la famille, le guide d'évaluation des besoins de compensation en matière de scolarisation (GEVA-Sco première demande), bilan de connaissances et de compétences objectif de l'élève à un moment donné qui permet d'analyser la situation et les besoins de l'élève et de proposer éventuellement un PPS. Ce document est transmis à la MDPH par la famille.

La mise en place du PPS se fait alors en 4 étapes successives :

- La description de la situation de l'élève
- L'analyse de ses besoins
- La définition d'un projet de réponse à ces besoins
- La mise en œuvre effective des mesures de compensation nécessaires.

Le plan d'accompagnement personnalisé (PAP) permet à tout élève présentant des difficultés scolaires durables en raison de troubles de l'apprentissage de bénéficier d'aménagements et d'adaptations de nature pédagogique. Il relève du droit commun et n'ouvre pas droit à des mesures de compensation (matériel pédagogique adapté, maintien en maternelle...) ou de dispense d'enseignement. Il se substitue, le cas échéant, à un PPRE et laisse place à un PPS si celui-ci est mis en place. Le PAP n'est pas un préalable à la saisine de la MDPH.

### **3. Les Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisé (documents 3 et 4)** Les trois objectifs du PIAL sont :

- Un accompagnement humain défini au plus près des besoins de chaque élève en situation de handicap
- Une plus grande flexibilité dans l'organisation de l'accompagnement humain
- Une professionnalisation des accompagnants et une amélioration de leurs conditions de travail

Il existe trois types de PIAL : 1<sup>er</sup> degré, 2<sup>nd</sup> degré et inter-degrés.

L'IA-DASEN pilote l'ensemble des PIAL du département. Il désigne les responsables de PIAL à l'échelle locale : les IEN-CCPD pour le 1<sup>er</sup> degré et les chefs d'établissement pour le 2<sup>nd</sup> degré, l'un ou l'autre pour un PIAL inter-degrés. Il veille au bon fonctionnement du PIAL pour que l'ensemble des élèves en situation de handicap avec une notification d'aide humaine bénéficient d'un accompagnement adapté à leurs besoins.

Le coordonnateur du PIAL est un membre de l'équipe pédagogique (professeur des écoles, directeur d'école ou membre de l'équipe pédagogique dans le second degré) qui de par sa connaissance des besoins éducatifs particuliers des élèves est chargé d'organiser et de coordonner les actions des AESH affectés dans les PIAL. Il travaille en étroite collaboration avec le pilote du PIAL. Il est généralement recruté sur profil de poste après appel à candidature. Ses missions sont d'organiser l'emploi du temps des AESH, d'anticiper les besoins d'aide humaine pour la prochaine rentrée scolaire et de favoriser la continuité de l'accompagnement et d'éviter les ruptures de parcours des élèves.

#### **4. Les personnels en charge de l'accompagnement (Documents 4 et 6)**

Le service de l'école inclusive (SEI), sous l'autorité de l'IA-DASEN, affecte et gère les AESH.

Le statut des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH a été créé par la loi N°2013-1278 du 29 décembre 2013 complété par le décret n°2014-724 du 27 juin 2014 relatif aux conditions de recrutement et la circulaire n°2014-083 du 8 juillet 2014.

Les AESH peuvent bénéficier d'un CDD renouvelable dans la limite de 6 ans. Lorsque l'Etat conclut un nouveau contrat avec une personne ayant déjà exercé pendant 6 années en qualité d'AESH, en vue de poursuivre ces missions, le contrat est à durée indéterminée.

Sous le contrôle des enseignants, les AESH ont vocation à favoriser l'autonomie de l'élève sans jamais se substituer à lui sauf lorsque cela s'avère nécessaire. Leurs missions se divisent en trois catégories :

1. L'aide individuelle : elle est attribuée à un élève qui a besoin d'un accompagnement soutenu et continu pour une quotité horaire déterminée.

2. L'aide mutualisée : elle est accordée à un élève lorsque celui a besoin d'un accompagnement sans qu'il soit nécessairement soutenu et continu (pas de précision de quotité horaire). L'AESH peut être mobilisé pour un ou plusieurs élèves à différents moments : le partage de son temps en plages horaires doit alors faire l'objet d'une concertation avec le directeur d'école ou le chef d'établissement

3. L'accompagnement dans les ULIS : les AESH apportent leur aide à l'ensemble des élèves du dispositif soit au sein de l'ULIS, soit lors des temps d'inclusion dans les classes ordinaires. Ils assistent l'enseignement sans se substituer à lui pour des tâches qui ne relèvent pas spécifiquement de l'activité de l'enseignement.

Les activités des AESH se divisent en trois domaines :

- Accompagnement des élèves dans les actes de la vie quotidienne (aider aux actes essentiels de la vie, favoriser la mobilité)
- Accompagnement des élèves dans l'accès aux activités d'apprentissage
- Accompagnement des élèves dans les activités de la vie sociale et relationnelle

L'AESH référent est nommé sur un territoire donné du département. Il doit être repéré pour ses qualités et compétences dans l'exercice de ses fonctions. Il accompagne les AESH nouvellement nommés, mutualise ses outils et sa pratique professionnelle avec ses pairs débutants dans la fonction. Il a suivi la formation de 60 heures et des modules complémentaires.